

**CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR L'ÉCHANGE DES DONNEES DE SUIVI
TOPOGRAPHIQUE DU LITTORAL
DE VENDAYS-MONTALIVET ET DE VENSAC
AU DROIT DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE
RD102E1**

Entre :

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

et

**CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA GIRONDE**

Entre les soussignés :

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES DE MEDOC ATLANTIQUE**

Domiciliée 9 rue du Maréchal d'Ornano – 33780 SOULAC-SUR-MER

Représentée par son Président Xavier PINTAT

D'une part

Et :

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE**

Domicilié 1 esplanade Charles de Gaulle – 33074 BORDEAUX

Représenté par son Président Jean-Luc GLEYZE

D'autre part

Ci-après dénommés les partenaires,

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION	4
ARTICLE 2 - DEFINITION DES DONNEES FAISANT L'OBJET DE LA MISE A DISPOSITION...	4
ARTICLE 3 - PROPRIETE DES DONNEES	5
ARTICLE 4 - REMISE DES DONNEES.....	5
ARTICLE 5 - PRINCIPE D'ECHANGE DES DONNEES	5
ARTICLE 6 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE	6
ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	6
ARTICLE 8 - LOI REGLEMENT DES DIFFERENDS	7

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La route littorale départementale RD102E1 située sur les communes de Vendays-Montalivet, Vensac et Grayan-et-l'Hôpital est menacée par l'érosion marine. La stratégie communautaire de gestion de la bande côtière entre Grayan-et-l'Hôpital et Naujac-sur-Mer de novembre 2020 a proposé le principe d'une relocalisation de cette route. Dans l'attente, la Communauté de Communes Médoc Atlantique s'est engagée dans la mise en place d'un observatoire local du littoral permettant d'avoir des informations très précises et régulières sur les distances résiduelles entre la route et le trait de côte.

Au terme de la présente convention, la Communauté de Communes Médoc Atlantique s'engage à transmettre au Conseil Départemental de la Gironde l'ensemble des données de suivi topographique du littoral de Vendays-Montalivet et Vensac acquises dans le cadre de l'observatoire local. La transmission de ces données sera accompagnée d'un droit d'utilisation.

ARTICLE 2 - DEFINITION DES DONNEES FAISANT L'OBJET DE LA MISE A DISPOSITION

La Communauté de Communes Médoc Atlantique mettra à disposition les relevés topographiques du littoral de Vendays-Montalivet et de Vensac réalisés au printemps de chaque année dans le cadre de l'observatoire local du littoral. La transmission des données se fera de manière annuelle chaque été une fois les données validées et traitées.

Les données mises à disposition seront les suivantes :

- Fichiers x,y,z des levés topographiques (altimétrie cotes marines, planimétrie Lambert 93),
- Fichiers métadonnées de levés topographiques,
- Rapport d'analyse donnant accès aux indicateurs suivants :
 - Positions des traits de côte (pieds de dune) et évolution diachronique (recul en mètres et taux d'évolution en mètres par an)
 - Distances résiduelles entre le pied de dune et le bord de la route départementale.
 - Distances résiduelles entre la crête de dune et le bord de la route départementale.

ARTICLE 3 - PROPRIETE DES DONNEES

Les partenaires se reconnaissent réciproquement les droits existants de propriété intellectuelle comprenant les droits d'utilisation sur les fichiers échangés. La fourniture des fichiers et de la documentation ne constitue pas un transfert de propriété, total ou partiel, au profit de l'utilisateur.

Le partenariat ainsi défini ne comporte aucun caractère d'exclusivité. Chaque partenaire pourra établir avec d'autres organismes des partenariats impliquant la concession des droits sur les données dont il est propriétaire ou licencié.

A compter de la signature de la présente convention, la Communauté de Communes Médoc Atlantique met à disposition du Conseil Départemental de la Gironde, à titre non exclusif, le droit d'utiliser les données échangées.

L'utilisation des données échangées par chacun des partenaires devra obligatoirement mentionner le nom du propriétaire des données.

ARTICLE 4 - REMISE DES DONNEES

La Communauté de Communes Médoc Atlantique procédera à l'échange des données sous format électronique, de manière annuelle, chaque été une fois les données traitées et les rapports d'analyses validés.

ARTICLE 5 - PRINCIPE D'ÉCHANGE DES DONNEES

L'échange de données se fera dans le respect des dispositions légales et des droits éventuellement rattachés aux données. La Communauté de Communes Médoc Atlantique ne transmettra que des données pour lesquelles elle dispose des droits de propriétés intellectuelles ou droits d'utilisation nécessaires. La Communauté de Communes Médoc Atlantique certifie que les fichiers transmis sont conformes aux fichiers utilisés pour ses propres besoins.

La Communauté de Communes Médoc Atlantique ne pourra être tenue responsable :

- De l'inadéquation des données aux besoins de l'utilisateur,
- De tout défaut de compatibilité des fichiers avec les systèmes informatiques de l'utilisateur,
- Des erreurs de localisation, d'identification, ou d'actualisation ou imprécisions des données.

La Communauté de Communes ne pourra être tenue pour responsable de l'usage qui sera fait des fichiers fournis.

Le Conseil Départemental de la Gironde pourra réaliser toute analyse, impression sur support papier ou représentation des données sous réserve du périmètre de limitation, et de les diffuser sans limitation de nombre, y compris sur Internet, sous réserve de tenir compte de l'obligation d'affichage de la source de la donnée.

ARTICLE 6 - ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention prend effet entre les partenaires au jour de sa signature. La présente convention est établie pour une durée de deux ans renouvelables par tacite reconduction pour une durée identique. Les partenaires se réservent la faculté de modifier par voie d'avenant la convention.

Chacun des partenaires sera libre de mettre fin à la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception deux mois avant la date anniversaire de la convention.

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

En cas de non-respect par l'un des partenaires de l'une quelconque des dispositions de la présente convention, l'autre partenaire pourra voir la convention résiliée de plein droit après expiration d'un délai d'un mois suivant une mise en demeure restée infructueuse et sans préavis.

A compter de la fin de la présente convention, et quelle qu'en soit la cause, les partenaires s'interdisent toute utilisation des données obtenues dans le cadre de ladite convention. Par ailleurs, ils s'engagent à détruire tout exemplaire de ces mêmes données qu'ils pourraient encore détenir.

Chaque partenaire demeurera propriétaire des données qu'il aura produites, agrégées ou transformées.

ARTICLE 8 - LOI REGLEMENT DES DIFFERENDS

La convention est régie par le droit français.

Les signataires de la présente convention s'efforceront de trouver des solutions amiables à toutes les difficultés ou risques nouveaux susceptibles de survenir, ou à tous les litiges susceptibles de les opposer, pendant la durée de la présente convention. En cas de contestation relative à la présente convention, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Soulac-sur-Mer, le en 2 exemplaires

**Pour la COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

Le Président Xavier PINTAT

Lu et approuvé
(mention manuscrite)

.....
Signature
(Nom et qualité du signataire)



Le Président,
[Signature]
X. PINTAT

**Pour le CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA GIRONDE**

Le Président Jean-Luc GLEYZE

Lu et approuvé
(mention manuscrite)

.....
Signature
(Nom et qualité du signataire)